



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique de la ville

Question au Gouvernement n° 3250

Texte de la question

BANLIEUES

M. le président. La parole est à M. Pierre Bourguignon.

M. Pierre Bourguignon. Ma question concerne la banlieue, et donc tous les habitants de la République. En effet, la banlieue concentre tous les aspects de la vie urbaine, des plus positifs et des plus dynamiques - c'est là que s'installent les nouveaux centres de recherche, publique ou privée ou les nouvelles formes culturelles d'expression, mais aussi les multiplex - aux plus négatifs, notamment les difficultés sociales les plus graves, qui s'y accumulent d'année en année.

La semaine dernière a été publié un manifeste des villes de banlieue, à l'initiative de centaines de maires de gauche, du centre et de droite, membres de l'association Ville et Banlieue, que j'ai l'honneur de présider. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Nous y faisons douze propositions aux candidats à la présidentielle.

Mais c'est le Gouvernement que l'actualité m'amène aujourd'hui à interroger.

M. Jean-Christophe Lagarde. Le Premier ministre n'est pas candidat !

M. Pierre Bourguignon. S'agissant des difficultés de logement, ma question porte sur un cas très précis. Je viens d'apprendre que des bungalows susceptibles d'accueillir des SDF vont être installés dans des villes de la banlieue parisienne où le taux de logements sociaux dépasse déjà les 30 %, telles que Créteil, Ivry, Limeil-Brévannes, Montreuil, sur des terrains de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, sans aucune concertation avec les maires, sans accompagnement social et au mépris des règles d'urbanisme. (*" Eh oui ! " sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Le Gouvernement a-t-il décidé de renouer avec la politique des cités d'urgence ? Est-ce là la solution que vous proposez à ceux qui campent dans Paris : ajouter une nouvelle difficulté sociale à la charge des communes qui en sont déjà accablées ? (*" La question ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Je vous prie de poser votre question, monsieur le député.

M. Pierre Bourguignon. Elle est déjà posée au tiers, monsieur le président. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. Mais votre temps est écoulé !

M. Pierre Bourguignon. En matière de sécurité, pouvez-vous nous dire ce que la suppression de la police de proximité a apporté à nos banlieues, qui ont un si grand besoin de calme et de compréhension ?

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

M. Nicolas Sarkozy, *ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire*. Il est vrai, étant donné la nature de cette question, que M. Borloo ou Mme Vautrin auraient aussi bien pu répondre.

(*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

M. Jean-Pierre Brard. Mais le maire de Neuilly est tout particulièrement qualifié pour parler des banlieues !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Il faut dire d'abord que les banlieues ne doivent pas être un enjeu politique. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Vives exclamations et rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Le problème est suffisamment sérieux pour que ceux qui n'ont rien fait pour elles ne s'affichent pas ainsi en donneurs de leçons, eux qui en auraient tant à recevoir. (*Protestations sur les*

bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)

Plusieurs députés du groupe des député-e-s communistes et républicains. Sortez le Kärcher !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Je me garderai de répondre sur le logement. Je peux simplement dire que l'action qui a été menée par Dominique de Villepin et Jean-Louis Borloo en la matière a permis à la France de disposer enfin d'une politique dynamique de construction de logements sociaux (*" À Neuilly ! À Neuilly ! " sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*) ... que la gauche avait totalement laissés en déshérence. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*) Cette action est à ce point remarquable que le porte-parole du parti socialiste - on ne saurait être plus autorisé - a confirmé que si, par impossible, ils remportaient les élections, ils s'empresseraient de maintenir l'ANRU : c'est rendre hommage à l'action du Gouvernement.

(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

M. Jean-Pierre Kucheida. L'ANRU, c'est du bidon !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Je répondrai en un mot à votre question sur la police de proximité, qui trahit une honnêteté, doublée d'un soupçon de naïveté, à laquelle il faut rendre hommage. Si cette police de proximité était si remarquable, on se demande bien pourquoi les Français, y compris ceux des quartiers, ont condamné votre politique, exaspérés qu'ils étaient par l'insécurité. La délinquance a augmenté de 14 % avec la police de proximité. (*" C'est faux ! " sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Bernard Roman. Les violences aux personnes ont augmenté sous votre ministère !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Vous me demandez donc de renouer avec une politique qui a permis à la France de franchir pour la première fois dans l'histoire de la République la barre des quatre millions de crimes et délits. (*" Mensonges ! " sur les bancs du groupe socialiste.*) La stratégie que nous avons mise en place, Dominique de Villepin et moi-même, a fait reculer la délinquance de 9 %. (*Mêmes mouvements.*)

M. Jean Glavany. À Argenteuil ou à Neuilly ?

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Je propose au parti socialiste la stratégie suivante pour gagner les élections : qu'il promet à la France de faire en matière de sécurité ce que Jospin avait fait.

Mme Martine David. M. Jospin !

M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire. Ce serait un excellent message, qui permettrait un grand débat républicain : les Français trancheraient entre le retour en arrière que vous préconisez, et la poursuite d'une politique de sécurité que nous proposons. (*Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Voilà un premier débat posé : décidément, nous ne sommes vraiment pas d'accord. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Bourguignon](#)

Circonscription : Seine-Maritime (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3250

Rubrique : Aménagement du territoire

Ministère interrogé : intérieur et aménagement du territoire

Ministère attributaire : intérieur et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 février 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 février 2007